

préciser ou compléter la demande en indiquant, le cas échéant, les informations nécessaires pour pouvoir donner suite à la demande. Un nouveau délai de vingt jours ouvrables commence à courir à partir du moment où le demandeur a précisé ou complété sa demande.

Si la demande est déclarée recevable par le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises, ce dernier en informe les entreprises concernées.

§ 1^{er}/2. Après la réalisation des opérations visées au paragraphe 1^{er}/1, et, le cas échéant, du dépôt des actes y liés, le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises procède au transfert du numéro d'entreprise. Il adapte également les données au sein de la Banque-Carrefour des Entreprises.

§ 1^{er}/3. Chaque entreprise ne peut disposer simultanément de plus d'un numéro d'entreprise.

Un numéro d'entreprise ne peut être lié simultanément à plus d'une entreprise.

§ 1^{er}/4. Le transfert du numéro d'entreprise est publié dans les Annexes du *Moniteur belge*, à la demande du service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises, et ce, pour autant que des publications aient déjà eu lieu sous le numéro d'entreprise transféré. Cette publication a lieu sans frais pour le service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises. » ;

4^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le numéro d'entreprise attribué à une association ou société sans personnalité juridique n'est pas transférable à une autre entité enregistrée. ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « une autre entreprise, même si cette entreprise » sont remplacés par les mots « une autre entité enregistrée, même si cette entité enregistrée » ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « l'article 36 de la loi » sont remplacés par les mots « l'article III.52 du Code de droit économique ».

Art. 5. Dans l'article 6 du même arrêté, le mot « entreprise » est remplacé par les mots « entité enregistrée ».

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

K. PEETERS

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

daarvan in kennis en vraagt hij hun de aanvraag nader te omschrijven of aan te vullen. In voorkomend geval geeft hij aan welke gegevens nodig zijn om aan de aanvraag te kunnen voldoen. Een nieuwe termijn van twintig werkdagen gaat in op de datum waarop de aanvraag zijn aanvraag heeft gepreciseerd of vervolledigd.

Indien de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen de aanvraag ontvankelijk verklaart, stelt hij de betrokken ondernemingen daarvan in kennis.

§ 1/2. Nadat de in paragraaf 1/1 bedoelde verrichtingen zijn uitgevoerd en, in voorkomend geval, de daarbij behorende stukken zijn ingediend, draagt de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen het ondernemingsnummer over. Ook past hij de gegevens in de Kruispuntbank van Ondernemingen aan.

§ 1/3. Elke onderneming mag niet meer dan één ondernemingsnummer tegelijkertijd hebben.

Een ondernemingsnummer kan niet aan meer dan één onderneming tegelijkertijd worden gekoppeld.

§ 1/4. De overdracht van het ondernemingsnummer wordt in de Bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt op vraag van de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen, voor zover er reeds publicaties hebben plaatsgevonden onder het overgedragen ondernemingsnummer. Deze bekendmaking gebeurt zonder kosten voor de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen. » ;

4^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Het ondernemingsnummer dat aan een vereniging of vennootschap zonder rechtspersoonlijkheid wordt toegekend, is niet overdraagbaar op een andere geregistreerde entiteit.”.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid worden de woorden “een andere onderneming, zelfs wanneer deze onderneming” vervangen door de woorden “een andere geregistreerde entiteit, zelfs wanneer deze geregistreerde entiteit”;

2^o in het derde lid worden de woorden “artikel 36 van de wet” vervangen door de woorden “artikel III.52 van het Wetboek van economisch recht”.

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het woord “onderneming” vervangen door de woorden “geregistreerde entiteit”.

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

K. PEETERS

De Minister van Justitie,

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2019/10655]

6 JANVIER 2019. — Arrêté royal organisant la collecte de données relatives à l'établissement du bilan du gaz naturel, de l'électricité et de la chaleur et l'établissement des statistiques concernant les prix du gaz et de l'électricité

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le règlement 1099/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 concernant les statistiques de l'énergie et le règlement 2016/1952 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 sur les statistiques européennes concernant les prix du gaz et de l'électricité et abrogeant la directive 2008/92/CE;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2019/10655]

6 JANUARI 2019. — Koninklijk besluit houdende de organisatie van de inzameling van gegevens inzake de opstelling van de aardgas-, elektriciteits- en warmtebalans en de opstelling van statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de verordening 1099/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2008 betreffende energiestatistieken en de verordening 2016/1952 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende de Europese statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 2008/92/EG;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 29octies, § 1^{er}, inséré par la loi du 16 juillet 2001 et modifié par les lois des 1^{er} juin 2005, 27 juillet 2005 et 8 janvier 2012, l'article 30, § 2, modifié par la loi du 8 janvier 2012, et l'article 30bis, §§ 1^{er} et 2, remplacés par la loi-programme du 22 décembre 2008;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 2003 organisant la collecte de données relatives à l'établissement du bilan du gaz naturel, de l'électricité et de la chaleur;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 août 2018;

Vu la demande d'avis dans les trente jours introduite le 14 novembre 2018 au Conseil d'Etat, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans ledit délai;

Eu égard à l'article 84, § 4, deuxième alinéa, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Energie, de l'Environnement et du Développement durable,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les définitions contenues dans l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation et dans l'article 2 de loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité s'appliquent au présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o « déclarant » : toute personne physique ou morale qui produit, importe, exporte, stocke, transforme, transporte, distribue, achète comme intermédiaire, vend et fournit du gaz, de l'électricité et de la chaleur, et qui est tenu de fournir des données en vertu du présent arrêté;

2^o « données » : les données visées aux articles 3 à 10 inclus.

Art. 2. La Direction générale de l'Energie est chargée de la collecte, de l'harmonisation, de la centralisation et de la publication des données visant à :

1^o établir le bilan du gaz naturel, le bilan de l'électricité et de la chaleur;

2^o établir périodiquement des prévisions à court, moyen et long terme permettant de situer les performances énergétiques du pays;

3^o évaluer les besoins liés à la couverture de l'approvisionnement énergétique du pays et à la réduction de sa dépendance énergétique;

4^o fournir aux autorités compétentes les données relatives aux vecteurs énergétiques nécessaires pour établir les inventaires d'émission des polluants atmosphériques;

5^o établir les statistiques concernant les prix du gaz naturel et de l'électricité;

6^o répondre aux obligations internationales d'information concernant les matières visées aux 1^o à 5^o.

Art. 3. Afin de permettre à la Direction générale de l'Energie d'établir le bilan du gaz naturel tel que visé à l'article 2, 1^o, et en cas de données administratives non disponibles ou incorrectes, la Direction générale de l'Energie peut réclamer aux entreprises de fourniture les données suivantes sur base annuelle :

1^o les importations (par pays d'origine) de gaz naturel et les exportations éventuelles de GNL gazéifié (par pays de destination);

2^o les achats et ventes sur le territoire belge;

3^o la consommation intérieure nette;

4^o le détail par secteur économique de la consommation finale totale.

Art. 4. Afin de permettre à la Direction générale de l'Energie d'établir le bilan du gaz naturel tel que visé à l'article 2, 1^o, les titulaires d'une autorisation de transport de gaz naturel et les gestionnaires d'installations de gaz naturel liquéfié (GNL) sont tenus de fournir à la Direction générale de l'Energie les données suivantes :

1^o sur base mensuelle :

a) les importations et les exportations directes (entry/exit) de gaz naturel (gazeux);

b) les importations, ré-exportations et gazéification de GNL;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 29octies, § 1, ingevoegd bij de wet van 16 juli 2001 en gewijzigd bij de wetten van 1 juni 2005, 27 juli 2005 en 8 januari 2012, artikel 30, § 2, gewijzigd bij de wet van 8 januari 2012, en artikel 30bis, §§ 1 en 2, vervangen bij de programmawet van 22 december 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 2003 houdende de organisatie van de inzameling van gegevens inzake de opstelling van de aardgas-, elektriciteits- en warmtebalans;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 augustus 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 14 november 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegend dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De definities vervat in artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen en in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt zijn van toepassing op dit besluit.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "aangever" : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die gas, elektriciteit en warmte produceert, invoert, uitvoert, stockeert, verwerkt, vervoert, verdeelt, koopt als tussenpersoon, verkoopt en levert en die verplicht is gegevens te verstrekken krachtens dit besluit;

2^o "gegevens" : de gegevens bedoeld in de artikelen 3 tot en met 10.

Art. 2. De Algemene Directie Energie is belast met de inzameling, de harmonisatie, de centralisatie en de publicatie van de gegevens bedoeld om :

1^o de aardgas-, de elektriciteits- en de warmtebalans op te stellen;

2^o regelmatige vooruitzichten op korte, middellange en lange termijn op te stellen, waarmee energieprestaties van het land geëvalueerd kunnen worden;

3^o de behoeften te evalueren met betrekking tot de dekking van de energiebevoorrading van het land en de reductie van de energieafhankelijkheid;

4^o de bevoegde overheden de nodige gegevens te bezorgen met betrekking tot de energiedragers om de emissie-inventarissen van luchtverontreinigende stoffen op te stellen;

5^o de statistieken over de aardgas- en elektriciteitsprijzen op te stellen;

6^o te voldoen aan de internationale informatieverplichtingen betreffende de aangelegenheden bedoeld in 1^o tot 5^o.

Art. 3. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de aardgasbalans, bedoeld in artikel 2, 1^o, op te stellen, en in geval van niet ter beschikking gestelde of incorrecte administratieve gegevens, kan de Algemene Directie Energie bij de leveringsondernemingen de volgende gegevens opvragen op jaarbasis :

1^o de invoer (per land van oorsprong) van aardgas en de eventuele uitvoer van gasvormig LNG (per land van bestemming);

2^o de aankoop en verkoop op het Belgisch grondgebied;

3^o het netto binnenlands verbruik;

4^o het detail per economische sector van het totale eindverbruik.

Art. 4. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de aardgasbalans, bedoeld in artikel 2, 1^o, op te stellen, zijn de houders van een vervoervergunning voor aardgas en de beheerders van installaties voor vloeibaar aardgas (LNG) ertoe gehouden de volgende gegevens aan de Algemene Directie Energie te bezorgen :

1^o op maandbasis :

a) de directe in- en uitvoer (entry/exit) van (gasvormig) aardgas;

b) de invoer, heruitvoer en vergassing van LNG;

c) la consommation intérieure nette comprenant le secteur de la transformation;

d) le niveau de stock récupérable sur le territoire belge en début de période;

e) le niveau de stock récupérable sur le territoire belge en fin de période;

f) les pertes de transport;

g) l'injection de biogaz, de gaz de synthèse ou d'hydrogène dans les réseaux de transport;

h) la consommation propre pour le bon fonctionnement des installations (stations de compression, stockage, gazéification du LNG, ...) et des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel;

2° sur base annuelle : le niveau des stocks de fin de période du gaz coussin.

Art. 5. Afin de permettre à la Direction générale de l'Énergie d'établir le bilan du gaz naturel tel que visé à l'article 2, 1°, les entreprises de distribution sont tenues de fournir à la Direction générale de l'Énergie, sur base mensuelle, les données suivantes :

1° les pertes de distribution;

2° l'injection de biogaz, de gaz de synthèse ou d'hydrogène dans les réseaux de distribution.

Art. 6. Afin de permettre à la Direction générale de l'Énergie d'établir les statistiques de prix relatives au gaz naturel visées à l'article 2, 5°, les entreprises de fourniture, les gestionnaires du réseau de transport et des réseaux de distribution de gaz naturel sont tenus de fournir à la Direction générale de l'Énergie les données suivantes :

1° sur base semestrielle : les données relatives au prix du gaz naturel pour les clients résidentiels et clients finals non résidentiels par tranche de consommation;

2° sur base annuelle :

a) les données relatives aux composants et sous-composants relatifs aux coûts de réseau, aux taxes, aux redevances, aux prélèvements et aux charges du prix de gaz naturel pour les clients résidentiels et clients finals non résidentiels par tranche de consommation;

b) les données relatives aux volumes de consommation pour les clients résidentiels et clients finals non résidentiels par tranche de consommation.

Art. 7. Afin de permettre à la Direction générale de l'Énergie d'établir le bilan de l'électricité et de la chaleur tel que visé à l'article 2, 1°, et en cas de données administratives non disponibles ou incorrectes, la Direction générale de l'Énergie peut réclamer aux producteurs les données suivantes :

1° sur base mensuelle :

a) la production brute et nette d'électricité selon la nature des sources d'énergies utilisées, dans les centrales d'électricité et de cogénération;

b) l'électricité absorbée par le pompage;

2° sur base annuelle : les données visées au 1° complétées par :

a) la production brute et nette de chaleur par combustible;

b) la fourniture et la consommation de chaleur par secteur;

c) la fourniture et la consommation d'électricité par secteur;

d) la consommation des combustibles dans la production brute d'électricité et de chaleur;

e) la chaleur importée et exportée par point de passage frontière;

f) la puissance électrique maximale nette par type de combustible.

Art. 8. Afin de permettre à la Direction générale de l'Énergie d'établir le bilan de l'électricité et de la chaleur tel que visé à l'article 2, 1°, les gestionnaires du réseau de transport et des réseaux de distribution sont tenus de fournir à la Direction générale de l'Énergie les données suivantes :

1° sur base mensuelle : le commerce extérieur, soit l'énergie électrique importée et exportée par point de passage à la frontière;

2° sur base annuelle :

a) les pertes en ligne et la charge de pointe;

b) la fourniture et la consommation d'électricité par secteur.

c) het netto binnenlands verbruik met inbegrip van de verwerkingssector;

d) het niveau van de voorraad die bij aanvang van de periode kan worden teruggewonnen op het Belgisch grondgebied;

e) het niveau van de voorraad die aan het einde van de periode kan worden teruggewonnen op het Belgisch grondgebied;

f) de transportverliezen;

g) biogas-, synthesesgas- of waterstofinjectie in de transportnetwerken;

h) het eigen verbruik voor de goede werking van de installaties (compressiestation, stockage, vergassing van LNG,...) en van de transport- en distributienetwerken voor aardgas;

2° op jaarbasis : het niveau van de voorraden aan het einde van de periode van het kussengas.

Art. 5. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de aardgasbalans, bedoeld in artikel 2, 1°, op te stellen, zijn de distributieondernemingen ertoe gehouden de volgende gegevens maandelijks aan de Algemene Directie Energie te bezorgen :

1° de distributieverliezen;

2° biogas-, synthesesgas- of waterstofinjectie in de distributienetwerken.

Art. 6. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de prijsstatistieken met betrekking tot aardgas, bedoeld in artikel 2, 5°, op te stellen, zijn de leveringsondernemingen, de beheerders van het vervoersnet en van de distributienetten voor aardgas ertoe gehouden de volgende gegevens aan de Algemene Directie Energie te bezorgen :

1° op semesterbasis : de gegevens betreffende de aardgasprijs voor huishoudelijke afnemers en niet-huishoudelijke eindafnemers per verbruikscategorie;

2° op jaarbasis :

a) de gegevens betreffende de componenten en deelcomponenten in verband met netwerkkosten, belastingen, vergoedingen, heffingen en kosten van de aardgasprijs voor huishoudelijke afnemers en niet-huishoudelijke eindafnemers per verbruikscategorie;

b) de gegevens betreffende de verbruiksvolumes voor huishoudelijke afnemers en niet-huishoudelijke eindafnemers per verbruikscategorie.

Art. 7. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de elektriciteits- en warmtebalans, bedoeld in artikel 2, 1°, op te stellen, en in geval van niet ter beschikking gestelde of incorrecte administratieve gegevens, kan de Algemene Directie Energie bij de producenten de volgende gegevens opvragen :

1° op maandbasis :

a) de bruto- en netto-elektriciteitsproductie volgens de aard van de energiebronnen, in de elektriciteits- en warmtekrachtkoppelingcentralen;

b) de elektriciteit die geabsorbeerd is door het pompen;

2° op jaarbasis : de gegevens bedoeld in 1° aangevuld met :

a) de bruto- en nettowarmteproductie per brandstof;

b) de levering en het verbruik van warmte per sector;

c) de levering en het verbruik van elektriciteit per sector;

d) het verbruik van brandstoffen in de bruto-elektriciteits- en warmteproductie;

e) de ingevoerde en uitgevoerde warmte per grensoverschrijdend punt;

f) het maximaal netto-elektrisch vermogen per brandstoftype.

Art. 8. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de elektriciteits- en warmtebalans, bedoeld in artikel 2, 1°, op te stellen, zijn de beheerders van het transmissienet en van de distributienetten ertoe gehouden de volgende gegevens aan de Algemene Directie Energie te bezorgen :

1° op maandbasis : de buitenlandse handel, zijnde de ingevoerde en uitgevoerde elektriciteit per grensoverschrijdend punt;

2° op jaarbasis :

a) de verliezen op de lijn en de pieklast;

b) de levering en het verbruik van elektriciteit per sector.

Art. 9. Afin de permettre à la Direction générale de l'Énergie d'établir les statistiques de prix relatives à l'électricité visées à l'article 2, 5°, les fournisseurs, le gestionnaire de réseau et les gestionnaires de réseau de distribution sont tenus de fournir à la Direction générale de l'Énergie les données suivantes :

1° sur base semestrielle : les données relatives aux prix de l'électricité pour les clients résidentiels et clients finals non résidentiels par tranche de consommation;

2° sur base annuelle :

a) les données relatives aux composants et sous-composants relatifs aux coûts de réseau, aux taxes, aux redevances, aux prélèvements et aux charges du prix de l'électricité pour les clients résidentiels et clients finals non résidentiels par tranche de consommation;

b) les données relatives aux volumes de consommation pour les clients résidentiels et clients finals non résidentiels par tranche de consommation.

Art. 10. Moyennant le respect des dispositions des articles 12, 13 et 14, les données peuvent être transmises par toute fédération, association ou organisme habilité, en vertu de ses statuts, à représenter les déclarants concernés en vue de la transmission des données qui leur sont relatives.

Art. 11. Le déclarant s'engage à ce que les données reflètent la réalité le plus fidèlement possible de manière objective et indépendante.

Art. 12. La Direction générale de l'Énergie fournit les formulaires, dont les modèles sont déterminés par le ministre. Ces formulaires spécifient la manière dont les données doivent être structurées et fournies.

En cas de modification, la date à partir de laquelle les nouveaux modèles de formulaires doivent être utilisés est communiquée au déclarant ou au responsable désigné à cette fin.

Les formulaires modifiés sont mis à disposition des intéressés au moins deux mois avant cette date.

Art. 13. Les questionnaires dûment remplis sont envoyés à la Direction générale de l'Énergie dans les délais fixés par le ministre.

Les déclarants peuvent transmettre leurs données au moyen d'un courrier électronique ou de tout autre moyen de télécommunication, à condition d'y reproduire de la même façon toutes les données des questionnaires. Les spécifications techniques du mode de transmission sont préalablement convenues avec la Direction générale de l'Énergie.

Art. 14. Lorsque la Direction générale de l'Énergie constate que les données sont erronées ou incohérentes, elle peut demander à prendre connaissance des données particulières appropriées ainsi que de la méthode de calcul et d'évaluation sur laquelle se fondent ces données afin, le cas échéant, de rectifier les erreurs ou incohérences.

Art. 15. Les infractions aux dispositions des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 13 sont punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 1,24 à 495,79 euros ou d'une de ces peines seulement.

Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires de la Direction générale de l'Énergie sont compétents pour rechercher les infractions aux dispositions du présent arrêté.

Art. 16. L'arrêté royal du 11 mars 2003 organisant la collecte de données relatives à l'établissement du bilan du gaz naturel, de l'électricité et de la chaleur est abrogé.

Art. 17. Le ministre ayant l'Énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Énergie,
M. C. MARGHEM

Art. 9. Teneinde de Algemene Directie Energie toe te laten de prijsstatistieken met betrekking tot de elektriciteit, bedoeld in artikel 2, 5°, op te stellen, zijn de leveranciers, de netbeheerder en de distributietbeheerders ertoe gehouden de volgende gegevens aan de Algemene Directie Energie te bezorgen :

1° op semesterbasis : de gegevens betreffende de elektriciteitsprijs voor huishoudelijke afnemers en niet-huishoudelijke eindafnemers per verbruikscategorie;

2° op jaarbasis :

a) de gegevens betreffende de componenten en deelcomponenten in verband met netwerkkosten, belastingen, vergoedingen, heffingen en kosten van de elektriciteitsprijs voor huishoudelijke afnemers en niet-huishoudelijke eindafnemers per verbruikscategorie;

b) de gegevens betreffende de verbruiksvolumes voor huishoudelijke afnemers en niet-huishoudelijke eindafnemers per verbruikscategorie.

Art. 10. Mits de bepalingen van de artikelen 12, 13 en 14 worden nageleefd, kunnen de gegevens worden overgemaakt door elke federatie, vereniging of instantie die krachtens haar statuten gemachtigd is de betrokken aangevers te vertegenwoordigen voor de overmaking van de gegevens die op hen betrekking hebben.

Art. 11. De aangever verbindt er zich toe gegevens te bezorgen die zo getrouw mogelijk en op een objectieve en onafhankelijke wijze de werkelijkheid weergeven.

Art. 12. De Algemene Directie Energie verstrekt de aangevers de formulieren waarvan de modellen door de minister bepaald worden. Die formulieren bepalen de wijze waarop de gegevens dienen te worden gestructureerd en verstrekt.

In geval van wijziging wordt aan de aangever, of de daartoe aangestelde verantwoordelijke, de datum medegedeeld vanaf wanneer de nieuwe modellen van de formulieren moeten gebruikt worden.

De gewijzigde formulieren worden ten minste twee maanden voor deze datum ter beschikking gesteld van de betrokkenen.

Art. 13. De behoorlijk ingevulde vragenlijsten worden aan de Algemene Directie Energie toegestuurd binnen de termijnen bepaald door de minister.

De aangevers kunnen hun gegevens overmaken via elektronische post of elk ander telecommunicatiemiddel mits alle gegevens van de vragenlijst op dezelfde manier worden weergegeven. De technische specificaties van de manier waarop de gegevens worden overgemaakt, worden vooraf met de Algemene Directie Energie overeengekomen.

Art. 14. Wanneer de Algemene Directie Energie vaststelt dat de gegevens foutief of incoherent zijn, kan zij vragen kennis te nemen van de gepaste bijzondere gegevens en van de berekening- en evaluatiemethode waarop deze gegevens gebaseerd zijn, teneinde desgevallend de fouten of incoherenties te verbeteren.

Art. 15. De inbreuken op de bepalingen van de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12 en 13 worden bestraft met een gevangenisstraf van één tot zes maanden en met een geldboete van 1,24 tot 495,79 euro of met één van beide straffen alleen.

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren van de Algemene Directie Energie bevoegd om inbreuken op de bepalingen van dit besluit op te sporen.

Art. 16. Het koninklijk besluit van 11 maart 2003 houdende de organisatie van de inzameling van gegevens inzake de opstelling van de aardgas-, elektriciteits- en warmtebalans wordt opgeheven.

Art. 17. De minister bevoegd voor Energie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,
M. C. MARGHEM